



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 17/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Coopérative Agricole de Céréales (CAC)**

##### **CAC Ensisheim-Silo**

10 rue Lavoisier  
BP 1207  
68012 Colmar

Références : 0006700482\_2025\_04\_03\_CAC Ensisheim\_VIIC AN25 Trav Pt chaud  
Code AIOT : 0006700482

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 avril 2025 dans l'établissement CAC Ensisheim-Silo implanté 2 rue d'Ungersheim - 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite prend place dans le contexte de l'action nationale 2025 "Travaux par points chauds", qui vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important (notamment les silos à céréales).

La visite porte notamment sur l'identification des zones à risque, les consignes de sécurité et les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAC Ensisheim-Silo
- 2 rue d'Ungersheim - 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0006700482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAC exploite sur son site de Ensisheim, un ensemble d'installations composées de silos à céréales, de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mars 1985.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 « Travaux et points chauds »
- Référentiels utilisés : arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux par point chaud dans les zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats réalisés, les écarts portent principalement sur des aspects documentaires.

Il est donc attendu la mise en place d'une action corrective pour les points suivants :

- l'affichage de la totalité des consignes de sécurité dans un lieu fréquenté par le personnel ;
- l'affichage systématique de la nature du risque à l'entrée des zones à risque d'incendie et d'explosion ;

- l'affichage systématique des consignes interdisant d'apporter du feu sous une forme quelconque et l'obligation de réaliser un permis-feu à l'entrée des zones à risque incendie.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, ses plans des zones de dangers, dans leurs versions du 2 mars 2023. Aux dires de l'exploitant, aucune modification du site pouvant engendrer de nouveaux risques d'incendie ou d'explosion n'a été réalisée depuis cette date.</p> <p>Après échanges, l'exploitant a informé l'Inspection que l'identification et la localisation des zones à risque d'incendie ou d'explosion a été réalisée dans le cadre de l'analyse des risques effectuée lors de l'actualisation de son DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions rendu obligatoire par la directive ATEX 1999/92/CE).</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection que dans le cadre de l'élaboration de ce document, une réflexion a été menée au-delà du risque d'explosion et que l'ensemble des risques auxquels sont exposés le personnel du site ont été analysés et cartographiés. Ce document, daté du 25 mars 2025, a également été transmis à l'Inspection.</p> <p>Après analyse des plans fournis, l'Inspection a constaté la délimitation graphique des différentes zones de risque identifiées (incendie et explosion).</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté la cohérence des zones visitées avec le plan transmis.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
---

<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.</p> <p>[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En introduction de la visite, l'exploitant a transmis ses consignes d'exploitation et de sécurité, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « Consignes de nettoyage » (version d'octobre 2020),</li> <li>• « Mener un séchoir en toute sécurité » (version d'août 2019),</li> <li>• « Consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe » (version du 29 novembre 2024).</li> </ul> <p>A l'analyse des consignes de sécurité communes à l'ensemble des site du groupe et destinées aux intervenants tant externes qu'internes, l'Inspection constate que celles-ci mentionnent l'obligation de réaliser un permis-feu. Ce document fait office de permis d'intervention cité à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection constate que le document « Consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe », mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction de fumer sur l'ensemble du site, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion,</li> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un plan de prévention et d'un permis feu.</li> </ul> <p>Ces derniers éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection, que le lieu retenu pour l'affichage des consignes applicables au sein de son installation est le bureau d'accueil du silo, lieu de passage fréquenté par le personnel et les intervenants extérieurs.</p> <p>Au cours de la visite de ce local, l'Inspection a constaté l'affichage des consignes d'exploitation mais l'absence d'affichage des consignes de sécurité inscrites dans le document présenté « Consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe ».</p> <p>Au regard de l'absence d'affichage de l'ensemble des consignes de sécurité dans un lieu fréquenté par le personnel, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'afficher dans un lieu fréquenté par le personnel, l'ensemble des consignes de sécurité à respecter sur son installation.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...]."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite sur site, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage, le respect des affichages et signalisation visés par la prescription, à l'entrée des zones à risque d'explosion ou d'incendie.</p> <p>A ce titre, l'Inspection a vérifié par échantillonnage les entrées des zones à risque suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'accès au sous-sol de l'entrepôt (risque incendie) ;</li> <li>• l'accès aux silos 1 et 2 comprenant les séchoirs S1 à S4 (risque incendie) ;</li> <li>• l'accès au silo 3 ;</li> <li>• l'accès au séchoir S5 ;</li> <li>• Le transporteur à bande (TB2) situé dans le silo 2 et comportant une zone ATEX (risque explosif) Z22 (présence d'une atmosphère explosive accidentelle, en cas de dysfonctionnement ou de courte durée) ;</li> <li>• L'aspirateur centralisé situé dans le silo 3, identifié comme zone ATEX Z21 (présence d'une atmosphère explosive occasionnelle en fonctionnement normale).</li> </ul> <p>Concernant l'affichage de la nature exacte des risques à l'entrée des zones, il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de l'affichage de la nature exacte du risque aux entrées des zones à risque d'incendie inspectées ;</li> <li>• la présence aux abords du transporteur à bande (TB2), d'un affichage rappelant le risque présent (zone ATEX Z22) ;</li> <li>• l'absence d'affichage relatif au risque d'explosion à proximité immédiate de l'aspirateur centralisé du silo 3.</li> </ul> <p>En ce qui concerne l'affichage des consignes à respecter à l'entrée des zones, considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que les zones à risque d'explosion contrôlées correspondent à des équipements fermés ;</li> <li>• que le risque identifié est présent à l'intérieur de ces équipements ;</li> <li>• que ces équipements sont situés à l'intérieur des zones à risque incendie ;</li> <li>• qu'au regard des consignes à observer définies par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 2), elles sont identiques pour le risque incendie et explosion,</li> </ul> <p>l'Inspection considère que l'affichage des consignes de sécurité à l'entrée des zones incendie vaut pour les équipements zonés ATEX (risque explosion) présents dans ces mêmes zones.</p> <p>L'Inspection a ainsi constaté que si sur l'ensemble des entrées des zones à contrôler, il est rappelé l'interdiction de fumer (voir de vapoter), l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque et l'obligation de réaliser un permis-feu, ne sont pas systématiquement affichées.</p>

<p>Ainsi, au regard de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence d'affichage du risque incendie à l'entrée des zones concernées par ce risque ;</li> <li>• l'absence d'affichage du risque explosion à proximité de l'aspirateur centralisé présent dans le silo 3 ;</li> <li>• l'absence d'affichage à l'entrée de certaines zones à risque incendie, des consignes rappelant l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque et d'établir un permis-feu en cas de travaux par point chaud,</li> </ul> <p>l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'afficher à l'entrée de l'ensemble des zones à risque identifiées, la nature exacte du risque présent et de généraliser à l'ensemble des zones à risque incendie, l'affichage de l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque et le rappel de l'obligation de réaliser un permis-feu pour tout travaux par point chaud.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Travaux par point chaud dans les zones à risque

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud dans les zones à risque</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>• l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]"</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les documents relatifs aux 3 dernières opérations de maintenance réalisées sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 17 mars 2025 - Plan de prévention relatif aux travaux de réparation de la toiture du silo 3 (absence de travaux par point chaud) ;</li> <li>• 13 mars 2025 - Plan de prévention relatif au nettoyage par un cordiste des hauteurs du silo 2 (absence de travaux par point chaud) ;</li> <li>• 17 septembre 2024 - Plan de prévention et permis feu relatif au remplacement d'un tirant au sein du silo 2 (opération de tronçonnage et meulage à la disqueuse).</li> </ul> <p>Au cours de la réunion d'introduction, l'exploitant a informé l'Inspection que des plans de prévention spécifiques sont réalisés à chaque opération de maintenance. Ces plans sont complétés par un permis feu dans le cas d'opérations pouvant entraîner l'apparition d'étincelles ou de flammes à l'intérieur des zones à risque d'incendie ou d'explosion.</p>

Après analyse du plan de prévention et du permis feu relatifs à l'opération de maintenance du 17 septembre 2024, l'Inspection considère qu'au regard de la présente prescription, ces deux documents sont complémentaires et constate que :

- le plan de prévention fait apparaître la description de l'opération à réaliser, les risques particuliers en présence, les consignes particulières à respecter, le détail des risques en présence, les mesures de sécurité préventives à mettre en place et les équipements de protection à porter ;
- le permis feu précise les travaux à risque qui sont réalisées, les consignes particulières supplémentaires à respecter, ainsi que les moyens de protection et les précautions particulières à mettre en place.

Les constats effectués ci-dessus n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite